



Revue de presse



Dimanche 02 Février 2025



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Le ministre des Finances installe le nouveau directeur général de l'ONS](#)



Le ministre des finances, Laaziz Faïd, a installé jeudi, Taoufik Hadj Messaoud, en qualité de directeur général de l'Office national des statistiques (ONS), indique un communiqué du ministère.

La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège du ministère, en présence de ses cadres, ajoute le document.

Office national des statistiques : Faïd installe le nouveau directeur général



Le ministre des Finances, Laziz Faïd, a installé jeudi, Taoufik Hadj Messaoud en qualité de directeur général de l'Office national des statistiques (ONS), indique un communiqué du ministère. La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège du ministère en présence de ses cadres, ajoute le document.

A cette occasion, M. Faïd a souligné «le rôle stratégique de l'Office dans la production de données fiables et actualisées, indispensables à l'élaboration des politiques publiques et à l'orientation des réformes économiques». Il a également insisté sur «l'importance d'un renforcement des capacités statistiques, en mettant l'accent sur la modernisation des outils de collecte et d'analyse des données».

Séminaire régional de la CAAT : Le rôle central de l'assurance en débat

Les animateurs d'un séminaire régional dénommé «Le Partner's Day», tenu, mercredi dernier, à Annaba, ont décortiqué des thématiques majeures liées à l'assurance et l'économie. Ayant pour thème «L'assurance facteur de résilience et de développement économique», les travaux de cette manifestation ont réuni près de 300 personnes entre experts et partenaires de la compagnie algérienne des assurances (CAAT), issus de la région Est du pays en plus de deux experts tunisiens.



La CAAR rencontre des opérateurs économiques de Constantine : Lancement de nouvelles offres

La doyenne des compagnies algérienne des assurances, la CAAR, a organisé, mercredi, une rencontre à l'hôtel Marriott de Constantine en rassemblant les opérateurs économiques dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de développement, notamment en matière de promotion des nouveaux produits commercialisés et en matière de renforcement des liens de confiance avec ses différents partenaires.

Exposant la vision stratégique 2023-2025, M. Hacene Ouberrane le directeur général de la compagnie algérienne d'assurance et de réassurance CAAR a fait savoir que sa compagnie est en train de renforcer sa fonction commerciale afin de mieux appréhender les besoins et les attentes et offrir des solutions adéquates aux clients. Il a souligné également l'importance de la feuille de route digitalisation initiée par sa compagnie pour la période 2024-2026 en vue de réduire les coûts et augmenter l'efficacité opérationnelle, tout en développant les nouveaux produits et services numériques.



Algérie – UE : Début des consultations stratégiques

L'Algérie et l'Union européenne s'engagent dans une nouvelle dynamique de coopération économique. Une délégation de haut niveau, conduite par Florian Ermacora, chef d'unité pour l'Afrique du Nord au sein du département de la Commission européenne, en charge des relations avec le voisinage de l'UE, a effectué une visite de travail en Algérie, du 27 au 30 janvier 2025. Cette mission marque le lancement de consultations stratégiques visant à renforcer le partenariat entre les deux parties, pour la période 2025-2027, avec des perspectives élargies dans plusieurs secteurs clés, comme indiqué dans le communiqué officiel publié sur le site de la délégation de l'UE en Algérie. La visite intervient dans un contexte où Alger et Bruxelles cherchent à approfondir leur coopération dans le cadre du «Nouveau pacte pour la Méditerranée», une initiative de l'Union européenne visant à structurer un développement mutuellement bénéfique avec ses partenaires du Sud.



Premiers du genre dans le pays : 4 bureaux de change bientôt ouverts au port d'Alger

L'instruction donnée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au cours d'un Conseil des ministres, visant à augmenter le montant de l'allocation touristique annuelle pour les Algériens se rendant à l'étranger à 750 euros, pour les adultes, et à 300 euros, pour les mineurs, est en voie de concrétisation. En effet, la préparation logistique pour la réussite de l'opération connaît de grandes avancées.

C'est ainsi que l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL) a annoncé, jeudi dans un communiqué, l'ouverture «prochaine» de quatre bureaux de change, au niveau de la gare maritime, une démarche à même de faciliter l'opération de change pour les voyageurs.



Partenariat Algérie - Union Européenne : Priorité à l'investissement productif

Une délégation de l'Union européenne, conduite par Florian Ermacora, chef d'unité pour l'Afrique du Nord au sein du département de la Commission européenne, chargé des relations avec le voisinage de l'UE, a effectué une visite de travail en Algérie, du 27 au 30 janvier 2025.

À la lumière de la visite de cette délégation, l'UE est-elle réellement prête à revoir l'Accord d'association en faveur d'un rééquilibrage conforme aux attentes des deux parties, ou cherche-t-elle avant tout à préserver ses intérêts commerciaux, alors que l'Algérie connaît une profonde mutation économique ? En réponse à cette question, l'économiste Abderrahmane Seddiki estime que cette visite vise avant tout à poser les bases d'une approche concertée en vue d'une éventuelle révision de l'accord.

Secteur des finances en 2025 : L'année de la technologie par excellence

Le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a affirmé, jeudi, que 2025 sera «l'année de la technologie financière par excellence» et constituera un tournant décisif dans la transition vers le paiement électronique.

Intervenant lors d'une séance-débat organisée dans le cadre du «3ème sommet sur la technologie financière et le e-commerce», le ministre a précisé que «l'année 2025 sera l'année de la technologie financière, avec les changements radicaux apportés par les différents textes de loi, dont la loi sur la monnaie et le crédit pour aller vers des banques numériques et une monnaie numérique, outre le lancement effectif du paiement électronique sous toutes ses formes».

Ramadhan 2025 : L'État mobilisé

À l'approche de Ramadhan, l'État déploie tous les efforts nécessaires pour garantir à la population une période marquée par la sérénité, la stabilité des prix et la disponibilité des produits de première nécessité.

Cette mobilisation s'inscrit dans une série de mesures stratégiques visant à réguler les marchés, contrôler les fluctuations de la demande et assurer un approvisionnement constant, tout en protégeant le pouvoir d'achat des citoyens.

Elle fait partie intégrante des efforts menés ces dernières années par l'ensemble des secteurs concernés, en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a placé cette question au cœur de ses priorités stratégiques, pour le bien-être de la population.

Rationalisation des dépenses publiques

L'instruction ferme de Faïd

Il est impératif «d'opter pour une gestion visant à en finir avec le gaspillage, promouvoir la transparence...»

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a ordonné aux responsables des portefeuilles des programmes du budget de l'État de rationaliser les dépenses publiques. À travers une instruction intitulée «Rationalisation et maîtrise des dépenses publiques», adressée récemment aux responsables de l'Autorité des programmes budgétaires de l'État, le ministre a mis en avant l'importance de la rationalisation des dépenses publiques pour faire face d'une manière efficace aux exigences nationales. Cette démarche vise à optimiser l'utilisation des fonds publics et à assurer la pérennité des finances publiques face à une conjoncture marquée par l'augmentation des besoins.



Faïd installe le nouveau directeur général de l'ONS



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a installé jeudi, Taoufik Hadj Messaoud, en qualité de directeur général de l'Office national des statistiques (ONS), indique un communiqué du ministère.

La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège du ministère, en présence de ses cadres, ajoute le document.

Rationalisation des dépenses : l'instruction de Faïd

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a demandé aux responsables des portefeuilles des programmes du budget de l'État de rationaliser les dépenses publiques. À travers une instruction intitulée « Rationalisation et maîtrise des dépenses publiques », récemment adressée aux responsables de l'Autorité des programmes budgétaires de l'État et relayé par la presse, le ministre a mis l'accent sur l'importance de cette démarche pour répondre efficacement aux exigences nationales.

Cette rationalisation vise à optimiser l'utilisation des fonds publics et à assurer la pérennité des finances publiques face à une conjoncture marquée par l'augmentation des besoins.

Quatre bureaux de change à la gare maritime d'Alger

Quatre bureaux de change ouvriront prochainement à la gare maritime du port d'Alger. Cette annonce a été faite par l'Entreprise Portuaire d'Alger (EPAL) à la suite de la visite du Vice-Gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Benbahane, le jeudi 30 janvier.

« Le Vice-Gouverneur de la Banque d'Algérie, M. Benbahane Mohamed, a effectué une visite au port d'Alger dans la soirée du jeudi 30 janvier 2025, où il a inspecté quatre bureaux de change situés au niveau de la gare maritime des voyageurs.

Ces bureaux devraient bientôt commencer à offrir leurs services dans le cadre de la mise en œuvre de la décision du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relative à l'augmentation du montant de l'allocation touristique au profit des citoyens algériens », est-il mentionné dans un communiqué de l'Entreprise portuaire.



ONS : Taoufik Hadj Messaoud, nouveau directeur général

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a supervisé la cérémonie d'installation de Taoufik Hadj Messaoud, dans ses fonctions. Le directeur général de l'Office National des Statistiques, en présence des cadres du ministère, selon un communiqué du ministère des Finances.

Lors de l'événement, le ministre des Finances a souligné le rôle stratégique joué par l'Office dans la production de données fiables et actualisées, en tant qu'outil essentiel dans l'élaboration des politiques publiques et l'orientation des réformes économiques. Il a également souligné l'importance de renforcer les capacités statistiques, en mettant à jour les outils de collecte et d'analyse des données.



Algérie : UE : Nouvel élan pour la coopération économique

Le vice-gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Benbahane, a effectué une visite au port d'Alger, selon un communiqué de l'Entreprise du port d'Alger.

Lors de cette visite, Benbahane a inspecté quatre bureaux de change installés au terminal maritime des voyageurs. Ces bureaux, qui entreront prochainement en service, s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, portant sur la revalorisation de l'allocation touristique.



Ce qu'attend l'Etat du nouveau DG de l'ONS

Les statistiques et la fiabilité des données sont décriées depuis des années par les hautes autorités du pays qui fustigent les anachronismes entre la réalité des chiffres brandis dans différents secteurs, et celle du terrain. Et c'est pour donner un coup de boost à l'Office national des statistiques (ONS) que le ministre des Finances a installé, jeudi dernier, un nouveau Directeur général de cet organisme public.



Nouvelle allocation touristique : lancement imminent

Alors que les textes d'application ne sont toujours pas publiés, on commence à en savoir un peu plus sur les modalités de versement de l'allocation touristique portée à 750 euros annuels. Jusque-là, cette dernière ne dépassait pas les 100 euros. L'annonce faite par le port d'Alger de l'installation de bureaux de change est un indice de taille. L'opération est également lancée au niveau de l'aéroport d'Alger.

Dans un communiqué publié jeudi, l'Entreprise portuaire d'Alger (Epal) a annoncé l'ouverture prochaine de quatre bureaux de change au niveau de la gare maritime du port d'Alger.



Taoufik Hadj Messaoud, nouveau Directeur Général de l'ONS : un mandat placé sous le signe de la modernisation

Le Ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé, ce jeudi 30 janvier 2025, la cérémonie d'installation de Taoufik Hadj Messaoud à la tête de l'Office National des Statistiques (ONS). La cérémonie, qui s'est tenue au siège du ministère, a réuni plusieurs cadres de l'administration financière.



Masse monétaire du marché parallèle, la numérisation est comme procédé incontournable

L'échange monétaire en marché parallèle est un des faits qui entrave l'évolution de l'économie nationale. Il a toujours été une question à débattre par les responsables politiques et les spécialistes en économie, où les avis se sont réunis autour un seul point, qu'est la nécessité de trouver les moyens adéquats pour intégrer la masse monétaire dans l'économie nationale.



Le nouveau directeur général de l'ONS installé



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a installé jeudi, Taoufik Hadj Messaoud, en qualité de directeur général de l'Office national des statistiques (ONS), indique un communiqué du ministère.

La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège du ministère, en présence de ses cadres, ajoute le document.



Faid installe le nouveau DG de l'ONS

Laaziz Faid a installé jeudi, Taoufik Hadj Messaoud, en qualité de directeur général de l'Office national des statistiques (ONS), indique un communiqué du ministère des finances.

Faid a souligné « le rôle stratégique de l'ONS dans la production de données fiables et actualisées, indispensables à l'élaboration des politiques publiques et à l'orientation des réformes économiques ».



Assurances, des avancées remarquables dans l'e-paiement

Le secteur des assurances a connu des avancées remarquables dans l'e-paiement. C'est ce qui ressort de la 3e édition d'Algeria Fintech & e-commerce qui s'achève samedi à Alger.

Après 3 jours d'échanges intenses sur les évolutions et défis du commerce électronique et du paiement digital en Algérie, cette édition d'Algeria Fintech & e-commerce a permis aux experts, professionnels et représentants des institutions financières de débattre du rôle des finances technologiques (fintechs) et des assurances technologiques (insurtechs) dans l'accélération de la transformation numérique.



ABOU BAKR BELLOUL, CHEF DE DIVISION GIE MONÉTIQUE

«Le paiement mobile, une solution sans aucun frais supplémentaire»

Abou Bakr Belloul, chef de division GIE Monétique, affirme que «le paiement mobile, une solution sans aucun frais supplémentaire».

Rencontré lors de la 3e édition du Sommet sur la technologie financière et le e-commerce, Algeria Fintech & e-commerce Summit, qui se tient au Centre culturel de la Grande Mosquée d'Alger, Abou Bakr Belloul, chef de division au Groupement d'intérêt économique monétique (GIE Monétique), explique, dans cet entretien, l'importance de l'utilisation de mobile paiement, précisant les conditions d'accès à ce service et ses avantages.

Le Médiateur Maghrébin

Le ministre des Finances installe le nouveau directeur général de l'ONS

Le ministre des finances, Laaziz Faid, a installé jeudi, Taoufik Hadj Messaoud, en qualité de directeur général de l'Office national des statistiques (ONS), indique un communiqué du ministère.

La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège du ministère, en présence de ses cadres, ajoute le document.

Econostrum

Allocation touristique : les conditions et modalités d'octroi fixées ?

L'allocation touristique de 750 euros annoncée par les autorités algériennes continue de susciter des interrogations. Alors que des informations circulent sur les modalités d'octroi, la Banque d'Algérie n'a toujours pas publié de note officielle confirmant ces conditions.

Parallèlement, la mise en place de bureaux de change au port et à l'aéroport d'Alger vise à faciliter l'accès aux devises pour les voyageurs. Cependant, la situation reste floue quant à la mise en application concrète de cette mesure.



Autorité de régulation indépendante des assurances : La grande attente du secteur

Renvoyé pour la deuxième fois pour enrichissement, le projet de loi sur les assurances doit être en accord avec la souveraineté financière du pays. C'est l'instruction donnée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors du dernier Conseil des ministres.

La mise en place d'une autorité de régulation indépendante est la plus attendue. C'est d'ailleurs ce qu'a réaffirmé le P-DG d'Alliance Assurances, Hassen Khelifati, au Jeune Indépendant, précisant que les attentes du secteur sont connues depuis longtemps.



Office national des statistiques (ONS)

Le nouveau directeur général installé

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a installé jeudi, Taoufik Hadj Messaoud, en qualité de directeur général de l'Office national des statistiques (ONS), indique un communiqué du ministère.

La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège du ministère, en présence de ses cadres, ajoute le document. A cette occasion, M. Faïd a souligné «le rôle stratégique de l'Office dans la production de données fiables et actualisées, indispensables à l'élaboration des politiques publiques et à l'orientation des réformes économiques». Il a également insisté sur «l'importance d'un renforcement des capacités statistiques, en mettant l'accent sur la modernisation des outils de collecte et d'analyse des données». Le ministre a aussi exprimé sa confiance en la capacité de M. Hadj Messaoud à «relever les défis liés à l'amélioration du système statistique national, notamment sur les axes de numérisation et de modernisation des méthodes de travail».



Dépenses publiques

Le ministère des Finances met le holà

Le ministère des Finances a publié une note relative à la «rationalisation et au contrôle des dépenses publiques», insistant sur l'adoption de pratiques de gestion plus efficaces pour lutter contre le gaspillage, améliorer la transparence et orienter les investissements en fonction des besoins réels et des priorités nationales.

Cela passe par une gestion rationnelle des ressources allouées au financement des dépenses publiques et leur utilisation de manière efficace pour garantir leur impact et améliorer leur performance. La note n°246 souligne la demande croissante de services publics de qualité, ce qui nécessite une gestion plus efficiente des ressources.

وزير المالية يشرف على تنصيب المدير العام الجديد للديوان الوطني للإحصائيات



أشرف وزير المالية, لعزیز فايد, اليوم الخميس, على مراسم تنصيب السيد توفيق حاج مسعود, مديرا عاما للديوان الوطني للإحصائيات, حسبما أفاد به بيان للوزارة.

وخلال مراسم التنصيب, التي جرت بمقر الوزارة, بحضور إدارتها, أكد السيد فايد على "الدور الاستراتيجي الذي يضطلع به الديوان في إنتاج بيانات موثوقة ومحينة, باعتبارها أداة أساسية في إعداد السياسات العمومية وتوجيه الإصلاحات الاقتصادية", يضيف ذات المصدر.

مدير عام جديد للديوان الوطني للإحصائيات



أشرف وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الخميس، على مراسم تنصيب توفيق حاج مسعود، مديرًا عامًا للديوان الوطني للإحصائيات، بحضور إطارات الوزارة حسب ما أورده بيان لوزارة المالية.

أكد وزير المالية، بالمناسبة، على الدور الاستراتيجي الذي يضطلع به الديوان في إنتاج بيانات موثوقة ومُحيّنة، باعتبارها أداة أساسية في إعداد السياسات العمومية وتوجيه الإصلاحات الاقتصادية. كما شدد على أهمية تعزيز القدرات الإحصائية، من خلال تحديث أدوات جمع البيانات وتحليلها.



العملة الجزائرية أواخر العهد العثماني وزمن الأمير عبد القادر

يعود تاريخ العملة الجزائرية إلى العهد العثماني، حيث ضرب حكام أيلالة الجزائر عملتهم الخاصة، بعد تأسيس دار السكة قرب قصر الداوي، والتي نُقلت بعد ذلك إلى القصبة سنة 1817، بحسب ما تؤكد مصادره تاريخية وعلى رأسها دراسات المؤرخ نصر الدين سعيدوني.

يشير الباحث هواري قبائلي، في مقال بعنوان "العملة الجزائرية في أواخر العهد العثماني ودولة الأمير عبد القادر"، نشره بمجلة "عصور"، أعداد 2008-2009، إلى أن أهم ما ميز العملة في أيلالة الجزائر خلؤها من صور الحكام والشعارات والرموز، إضافة إلى شكلها المستدير، وتعددت قيمتها من عملات ذهبية، فضية، برونزية، ونحاسية.



وزير المالية يُنصب المدير العام الجديد للديوان الوطني للإحصائيات



أشرف وزير المالية، لعزیز فايد، يوم الخميس، على مراسم تنصيب توفيق حاج مسعود مديراً عاماً جديداً للديوان الوطني للإحصائيات. الحدث الذي أقيم بمقر الوزارة بحضور عدد من إطارات الوزارة، يأتي في إطار تحديث وتطوير العمل الإحصائي في البلاد.



وزارة المالية تأمر بالدفع على المكشوف للشهر الثاني على التوالي

هكذا يتم صبّ رواتب الموظفين لشهر فيفري

رخصت وزارة المالية بتسديد رواتب الموظفين والأعوان العموميين بالإدارات والمؤسسات العمومية عبر تقنية “الدفع على المكشوف” للشهر الثاني على التوالي، فيما يخص رواتب فيفري 2025، وهذا لضمان عدم تسجيل أي تأخر في صبّ الأجور.

ووفق المقرر رقم 14 الصادر عن المديرية العامة للميزانية بوزارة المالية، والموقع من طرف المدير العام للميزانية، والمدير العام للخزينة والمحاسبة، فإن هذا الأخير يتضمن الترخيص بصفة استثنائية من أجل الدفع على المكشوف لرواتب الموظفين والأعوان العموميين للمؤسسات والإدارات العمومية لشهر فيفري 2025.



فايد ينزل الثلاثاء إلى البرلمان لعرض تسوية ميزانية 2022

مجلس المحاسبة.. لا للتبذير داخل الوزارات

شدّد مجلس المحاسبة على معالجة الحكومة، بصفة جذرية، لمعضلة الضرائب غير المحصّلة وترشيد النفقات، ووقف الهدر في الوزارات، موصيا في تقريره التقييمي حول مشروع تسوية ميزانية سنة 2022 بضرورة الالتزام بالدقة في تقدير الميزانيات واستكمال المشاريع المتوقفة التي تجاوزت نسبة الإنجاز بها الـ70 بالمائة، في خطوة حاسمة لضبط المالية العامة.

وفي السياق، ينزل وزير المالية، لعزیز فايد، الثلاثاء، بلجنة المالية والميزانية للمجلس الشعبي الوطني، لأجل عرض مشروع قانون تسوية الميزانية لسنة 2022، وهي آخر سنة تم فيها إعداد قانون مالية بالطرق الكلاسيكية السابقة، قبل بداية الاعتماد على القانون العضوي لقوانين المالية رقم 08/15 المنتهج في رسم الميزانيات السنوية بداية من الفاتح جانفي 2023.

هكذا تتم الاستفادة من منحة السفر 750 يورو

كشف نائب رئيس المجلس الشعبي الوطني، زوهير نصري، عن كيفية وتاريخ بداية الاستفادة من منحة السفر 750 يورو. وكتب نصري في منشور له على صفحته فيسبوك حول منحة السفر 750 يورو: “ابتداءً من شهر فيفري 2025، تكون على مستوى بنك الجزائر المركزي، وذلك بالتقرب إليه على مستوى ولايتكم مصحوبين بجواز السفر، والتأشيرة، وتأمين السفر، والمبلغ بالدينار بما يوازي قيمته بالعملة الصعبة.”



فايد يشرف على تنصيب المدير العام للديوان الوطني للإحصائيات



أشرف اليوم الخميس، وزير المالية لعزیز فايد، بمقر وزارة المالية، على مراسم تنصيب توفيق حاج مسعود، مديرًا عامًا للديوان الوطني للإحصائيات، بحضور إطارات الوزارة.

وحسب بيان للوزارة، أكد فايد في كلمته، على الدور الاستراتيجي الذي يضطلع به الديوان في إنتاج بيانات موثوقة ومُحيّنة، باعتبارها أداة أساسية في إعداد السياسات العمومية وتوجيه الإصلاحات الاقتصادية، مشددا على أهمية تعزيز القدرات الإحصائية، من خلال تحديث أدوات جمع البيانات وتحليلها.

وزارة المالية تكشف عن إجراءات ترشيد النفقات العمومية لتعزيز استدامة المالية العامة

كشفت وزارة المالية اليوم الخميس في بيان لها، أن ترشيد النفقات العمومية يمثل أولوية استراتيجية لضمان استدامة المالية العمومية والاستخدام الأمثل للموارد في ظل تزايد الحاجيات الاقتصادية والاجتماعية.

وأوضح البيان أن تحسين الخدمات العمومية ذات الجودة تتطلب اعتماد ممارسات تسيير أكثر نجاعة لمكافحة الهدر، وتعزيز الشفافية، وتوجيه الاستثمارات وفق الأولويات الوطنية.

تهدف التعلية الجديدة إلى تحديد المبادئ التوجيهية والتدابير العملية لتعزيز الانضباط الميزانياتي مع الحفاظ على فعالية السياسات العمومية وتلبية احتياجات المواطنين.



تنصيب المدير العام الجديد للديوان الوطني للإحصائيات

أشرف وزير المالية، لعزیز فايد، أول أمس، على مراسم تنصيب توفيق حاج مسعود، مديرا عاما للديوان الوطني للإحصائيات، مؤكدا بالمناسبة على الدور الاستراتيجي الذي يضطلع به الديوان في إنتاج بيانات موثوقة ومحينة، باعتبارها أداة أساسية في إعداد السياسات العمومية وتوجيه الإصلاحات الاقتصادية.



تنصيب مدير عام جديد للديوان الوطني للإحصائيات

تم، اليوم الخميس، تنصيب توفيق حاج مسعود، مديرا عاما للديوان الوطني للإحصائيات، بمقر وزارة المالية.

وأشرف وزير المالية، لعزیز فايد، على مراسم التنصيب بحضور إطارات الوزارة.

وحسب ما أورده بيان لوزارة المالية، فقد أكد فايد على الدور الاستراتيجي الذي يضطلع به الديوان في إنتاج بيانات موثوقة ومُحينة. باعتبارها أداة أساسية في إعداد السياسات العمومية وتوجيه الإصلاحات الاقتصادية.



جديد منحة السفر 750 أورو

كشف النائب البرلماني زوهير ناصري كيفية إستفادة الجزائريين من منحة السفر والمقدرة بـ 750 أورو. وكتب البرلماني عبر صفحته على الفيسبوك انه ابتداءً من شهر فيفري 2025، تكون على مستوى بنك الجزائر المركزي، وذلك بالتقرب إليه على مستوى ولايتكم. كما يجب علر الراغبين في الإستفادة من هذه المنحة ان يكونوا مصحوبين بجواز السفر، والتأشيرة، وتأمين السفر، والمبلغ بالدينار بما يوازي قيمته بالعملة الصعبة.



خطوط حمراء في صرف الميزانية

أفרכת وزارة المالية عن مذكرة تخص "الترشيد والتحكم في النفقات العمومية"، شددت فيها على اعتماد ممارسات تسيير أكثر نجاعة لمكافحة الهدر وتحسين الشفافية وتوجيه الاستثمارات وفقا للحاجيات الحقيقية والأولويات الوطنية، من خلال تسيير الموارد المخصصة لتمويل النفقات العمومية "بشكل رشيد واستخدامها بشكل عقلاني لضمان فعاليتها ونجاعتها مع تحسين أدائها".

أشارت المذكرة رقم 246، إلى الطلب المتزايد على الخدمات العمومية ذات الجودة، وهو ما يستلزم اعتماد ممارسات تسيير أكثر نجاعة، وتسيير الموارد المخصصة لتمويل النفقات العمومية بشكل رشيد.



أربعة مكاتب لصرف "الدوفيز" بميناء الجزائر

انتهت مؤسسة ميناء الجزائر من تجهيز أربعة مكاتب لصرف العملة الصعبة، على مستوى المحطة البحرية للمسافرين، استعدادا لمباشرة تقديم خدمات بنك الجزائر المتعلقة بصرف العملة.

وحسب ما أفاد به بيان لذات المؤسسة المينائية، مساء أمس الخميس، فقد تفقد نائب محافظ بنك الجزائر، محمد بن بحان، المكاتب المخصصة لهذا الغرض، "والتي ينتظر أن تشرع في تقديم خدماتها قريبا، في إطار تنفيذ قرار رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، المتعلق برفع قيمة المنحة السياحية لفائدة المواطنين الجزائريين"، يقول البيان.



تنصيب المدير العام الجديد للديوان الوطني للإحصائيات

أشرف وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الخميس 30 يناير 2025، بمقر وزارة المالية، على مراسم تنصيب توفيق حاج مسعود، مديرًا عامًا للديوان الوطني للإحصائيات، بحضور إطارات الوزارة حسب ما أورده بيان لوزارة المالية.

وخلال المناسبة، أكد وزير المالية على الدور الاستراتيجي الذي يضطلع به الديوان في إنتاج بيانات موثوقة ومُحيّنة، باعتبارها أداة أساسية في إعداد السياسات العمومية وتوجيه الإصلاحات الاقتصادية. كما شدد على أهمية تعزيز القدرات الإحصائية، من خلال تحديث أدوات جمع البيانات وتحليلها.



مدير عام جديد على رأس ديوان الإحصائيات.. من يكون؟

أشرف وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الخميس، على مراسم تنصيب توفيق حاج مسعود مديرًا عامًا للديوان الوطني للإحصائيات، وفقا لبيان صادر عن الوزارة.

وخلال مراسم التنصيب التي جرت بمقر الوزارة بحضور إطاراتها، أكد فايد على "الدور الإستراتيجي الذي يضطلع به الديوان في إنتاج بيانات موثوقة ومحيّنة، باعتبارها أداة أساسية في إعداد السياسات العمومية وتوجيه الإصلاحات الاقتصادية."

Un nouveau DG à la tête de l'ONS

Le ministre des finances, Laaziz Faid, a installé jeudi, Taoufik Hadj Messaoud, en qualité de directeur général de l'Office national des statistiques (ONS), indique un communiqué du ministère.

La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège du ministère, en présence de ses cadres, ajoute le document. A cette occasion, M. Faid a souligné «le rôle stratégique de l'Office dans la production de données fiables et actualisées, indispensables à l'élaboration des politiques publiques et à l'orientation des réformes économiques». Il a également in-

sisté sur «l'importance d'un renforcement des capacités statistiques, en mettant l'accent sur la modernisation des outils de collecte et d'analyse des données».

Le ministre a aussi exprimé sa confiance en la capacité de M. Hadj Messaoud à «relever les défis liés à l'amélioration du système statistique national, notamment sur les axes de numérisation et de modernisation des méthodes de travail». Il a, par ailleurs, insisté sur «l'importance d'assurer la continuité des efforts engagés pour moderniser ce secteur, tout en consolidant les acquis et en intégrant

des approches innovantes». M. Faid a, en outre, appelé à «mobiliser toutes les énergies disponibles et à impliquer l'ensemble des intervenants des différents secteurs, à tous les niveaux, afin de développer un système statistique performant et adapté aux exigences actuelles». Pour sa part, M. Hadj Messaoud a affirmé sa détermination à poursuivre les efforts engagés pour renforcer le rôle de l'ONS en matière d'éclairage des décideurs et d'information économique et sociale au service du développement du pays».

RATIONALISATION DES DÉPENSES

Le plan anti-gaspillage de Faid

Face à une croissance des besoins exprimés, le ministère des Finances prône une rationalisation des dépenses. Les différents départements ministériels et les établissements sous tutelle sont appelés à mettre en place une véritable discipline budgétaire en réduisant les dépenses, notamment celles liées au fonctionnement.

Naval Imès - Alger (Le Soir) - Pas de place au gaspillage des ressources financières. Le ministère des Finances vient, dans une note adressée aux responsables des budgets, rappeler que la rigueur budgétaire doit être érigée en ligne de conduite. Cette note rappelle que cette décision intervient dans une conjoncture caractérisée par une augmentation continue des besoins exprimés qui impose davantage de rationalisation des dépenses publiques pour assurer la viabilité des finances publiques et l'utilisation optimale des fonds publics pour répondre à ces mêmes besoins, tout en maintenant l'efficacité des politiques publiques. La note 248 datant du 22 janvier dernier énumère une série de mesures devant être prises pour y arriver, en particulier la réduction des dépenses de fonctionnement. C'est ainsi que les responsables des différentes institutions sont appelés à maîtriser l'augmentation des charges liées aux dépenses qui

l'information et de la communication. Les abonnements à la presse écrite, version papier, ne sont plus nécessaires, à l'exception des cadres supérieurs classés dans la catégorie et du service chargé de la documentation et de la communication dans la limite de trois journaux. Pour réduire les frais liés à l'organisation des séminaires, la note émanant du ministère des Finances recommande l'exploitation du Centre international des congrès, la minimisation de la composition des délégations en déplacement dans la mesure du nécessaire, en privilégiant les moyens de transport de masse économique et en recourant, dans le respect de la réglementation en vigueur, à des billets en classe économique. Il est également recommandé de réduire le nombre de déplacements liés aux missions pour les employés et le personnel administratif en favorisant l'utilisation de la visioconférence, à chaque fois que cela est possible.



Laaziz Faid, ministre des Finances.

Lorsque les déplacements ne peuvent être évités, les institutions sont priées d'héberger les personnes appelées à se déplacer au niveau des structures leur appartenant. Même rigueur en ce qui concerne l'utilisation des véhicules de service à travers une gestion efficace du parc automobile, les coûts liés à la consommation de carburant et aux pièces de rechange. Pour ce qui est des institutions publiques sous tutelle, la note émanant du ministère des Finances les considère comme «un poste de

dépenses important pour le budget de l'Etat» ce qui exige, à l'avenir, de ne plus recourir à la création d'établissements publics à caractère administratif qui induisent des dépenses d'investissement, d'entretien, de gestion et de personnel trop importantes pour le budget de l'Etat, sauf accord préalable du Premier ministre. Les responsables des différents secteurs sont appelés à regrouper en un seul établissement public, les établissements dont les statuts sont identiques ou similaires, en favorisant le redéploi-

ment des personnels et employés en sureffectif. Pour une plus grande efficacité, il est question d'évaluer les performances financières des entreprises publiques à caractère administratif ou des établissements publics, en les encourageant à générer des revenus à partir d'activités complémentaires à leur activité principale pour contribuer à la couverture d'une partie des frais de gestion.

Une attention particulière doit également être accordée aux dépenses des établissements publics à caractère industriel et commercial et des établissements assimilés placés sous tutelle et qui sont financés entièrement ou majoritairement par le budget de l'Etat. Les primes de départ à la retraite des dirigeants de ces établissements devraient être encadrées, à l'avenir, et ne pas dépasser «un plafond raisonnable». Pour vérifier le degré de respect de toutes ces directives, le ministère des Finances table sur les contrats d'objectifs et de performance que les responsables des différents portefeuilles sont tenus de préparer et de mettre en œuvre.

N. L.

ont un caractère permanent et difficilement réductible tout en optimisant les ressources humaines.

Concrètement, les responsables des différentes institutions sont appelés à maîtriser et réduire les dépenses liées aux frais d'électricité, d'eau, de téléphone ou encore d'abonnements aux différents organes de presse. Ils sont en effet appelés à réduire la consommation d'électricité, de gaz et d'eau par une approche économique et environnementale, par le suivi du niveau de consommation d'énergie, la rationalisation des crédits ouverts, une meilleure et réelle budgétisation, afin d'éviter la situation récurrente d'impayés. Ils doivent également veiller à ce que les frais liés à l'occupation des logements de fonction soient supportés par les occupants et non par l'administration, dans le respect des textes qui les régissent. Il est également demandé de rationaliser les dépenses liées à l'utilisation des téléphones fixes et mobiles mis à la disposition de l'administration, de réduire les abonnements à la presse écrite, «compte tenu du développement des nouvelles technologies de

FIABILITÉ DES STATISTIQUES, MODERNISATION

La nouvelle feuille de route de l'ONS

Véritable outil d'aide à la prise de décision, l'Office national des statistiques est appelé plus que jamais à fournir des données d'une exactitude irréprochable. Le nouveau directeur dudit office, nouvellement installé, a été destinataire d'une feuille de route dont les axes principaux sont l'amélioration du système statistique national, à travers la numérisation et la modernisation des méthodes de travail.

Nawal Imès - Alger (Le Soir)

En passant sous la tutelle du ministère des Finances, l'Office national des statistiques avait déjà une feuille de route axée sur la production de données fiables. L'installation, ce jeudi, d'un nouveau directeur, anciennement responsable de la direction générale de la prospective au ministère des Finances vient confirmer le nouveau cap que doit prendre l'ONS en tant que fournisseur de statistiques ne souffrant aucune approximation. Le ministre des Finances, soulignant, lors de l'installation du nouveau directeur, le rôle stratégique de l'office dans la production de données fiables et actualisées, indispensables à l'élaboration des politiques

l'Office national des statistiques à ses services. Une décision qui avait été perçue comme un recadrage institutionnel stratégique puisque Laaziz Faid affirmait que la récupération de l'ONS, «revêt une importance capitale pour le secteur, car il représente un organe central de production et de diffusion de données statistiques précises», appelant à «l'amélioration de la qualité des données, à travers l'activation des outils de travail statistique pour développer les opérations et les méthodes statistiques en vue de garantir la fiabilité des données produites, tout en assurant l'application des normes internationales en termes d'élaboration des statistiques».



Office national des statistiques.

Pour Laaziz Faid, ces missions ne peuvent être menées à bien qu'en développant l'infrastructure, en codifiant les opérations pour garantir un environnement de travail propice, et en améliorant les opérations internes afin d'atteindre un maximum d'efficacité et de précision dans la production de données.

L'Office national des statistiques est appelé à relever ces défis en mobilisant toutes les compétences en vue de produire les statistiques dont tout exécutif a besoin avant toute prise de décision. Depuis longtemps déjà, la faiblesse des statistiques économiques a été pointée du doigt et a constitué un frein à de nom-

breux secteurs qui, en l'absence de données fiables, n'ont pu améliorer les bonnes décisions. Une situation que les pouvoirs publics sont bien décidés à rattraper en donnant à l'ONS les moyens lui permettant d'être un véritable acteur incontournable tant dans la sphère économique que sociale.

N. I.

publiques et à l'orientation des réformes économiques, avait mis l'accent sur l'importance du renforcement des capacités statistiques de l'office. Cela passera inévitablement par la modernisation des outils de collecte et des méthodes de travail en général, mais également par la numérisation des différents processus et l'intégration d'approches innovantes. Laaziz Faid avait, à l'occasion, appelé à «mobiliser toutes les énergies disponibles et à impliquer l'ensemble des intervenants des différents secteurs, à tous les niveaux, afin de développer un système statistique performant et adapté aux exigences actuelles».

Le ministère des Finances avait, dès le mois d'avril dernier, affiché son ambition de faire de l'ONS une source infaillible en matière d'éclairage et d'information économique et sociale, en procédant au rattachement de

ÉVOLUTION DES PRIX À LA CONSOMMATION

Baisse des prix alimentaires en décembre

En décembre 2024, l'analyse de l'indice général des prix à la consommation au niveau national révèle une tendance à la baisse, avec une diminution de 1,2% par rapport au mois précédent. Ce recul est particulièrement marqué dans le secteur alimentaire, où les prix ont chuté de 2,6%.

Massiva Zehraoui – Alger (Le Soir) –
Dans son dernier rapport, l'Office national des statistiques (ONS) a enregistré une tendance générale à la baisse de l'indice des prix à la consommation au niveau national. En comparaison avec le mois précédent, une diminution de 1,2 % a été observée, tandis que les prix des denrées alimentaires enregistrent une baisse de 2,6%. Par ailleurs, il ressort du compte-rendu de l'ONS, que dans la ville d'Alger, l'évolution des prix a également suivi cette tendance, affichant une légère baisse de 0,7% en décembre 2024 par rapport à novem-

bre 2024. Ce changement s'inscrit dans la continuité, étant très proche de la diminution de 0,6% observée au même mois l'année précédente. Cette stabilité dans la baisse des prix suggère une tendance plus large sur la sphère économique locale. En se penchant plus spécifiquement sur les biens alimentaires, la même source précise qu'une baisse de 1,8% a été notée, amplifiée par des fluctuations marquées de certains produits.

Par exemple, la viande de poulet a enregistré une diminution significative de 12%, tandis que les fruits et légumes ont également connu des baisses notables. En revanche, certains produits, tels que la viande rouge et les poissons, ont vu leurs prix augmenter. Il est en outre mentionné que les produits manufacturés non alimentaires et les services ont également montré une certaine instabilité, avec une légère augmentation des prix de 0,4% pour les produits manufacturés. En parallèle, les prix

des services sont restés stables. Comparés à l'année précédente, les prix des biens de consommation en décembre 2024 ont enregistré une augmentation globale de 3%, nettement inférieure à la hausse de 7,8% observée un an plus tôt.

De plus, sur l'ensemble de l'année 2024, le taux d'inflation a atteint 4,1%, contrastant avec le taux de 9,3% de 2023. Ces chiffres témoignent d'un ralentissement général de l'inflation, ce qui pourrait être interprété comme un signe positif pour les consommateurs. L'Office national des statistiques (ONS) a annoncé que l'indice des prix à la consommation est calculé à partir d'observations réalisées dans un échantillon de 17 villes et villages, soigneusement sélectionnés pour refléter les diverses régions du pays. Dans ce cadre, l'ONS a également publié les données pour la ville d'Alger concernant le mois de décembre 2024.

M. Z.

RÉGULATION DU MARCHÉ DES DEVICES

L'Algérie se dote de ses premiers bureaux de change formels

L'Algérie a franchi une étape importante dans la régulation de son marché des devises avec l'installation de ses premiers bureaux de change officiels. Quatre de ces bureaux ont été implantés à la gare maritime du port d'Alger, tandis que quatre autres ont ouvert à l'aéroport international d'Alger. Le vice-gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Benbahane, a inspecté les quatre bureaux de change qui devraient commencer à fonctionner prochainement au port d'Alger, comme l'a annoncé l'Entreprise portuaire d'Alger (Epal) dans un communiqué publié sur sa page Facebook.

Massiva Zahraoui - Alger (Le Soir) – La mise en place de ces bureaux répond à une nécessité de structurer le marché des devises, qui a longtemps été dominé par des pratiques de change informel. Les autorités souhaitent réduire l'influence du mar-

ché noir, qui a en partie entravé la transparence et la régulation des échanges de devises. La décision de créer des bureaux de change officiels s'inscrit dans un cadre plus large de réformes économiques visant à renforcer la confiance des citoyens dans

les mécanismes de change légal. Le vice-gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Benbahane, a effectué jeudi dernier, une visite d'inspection des bureaux de change au port d'Alger. Accompagné de responsables de la banque, il a exprimé sa satisfaction quant «à la réalisation de cette initiative, qui témoigne de l'engagement des autorités à faciliter les transactions pour les voyageurs». D'après les informations fournies par l'Entreprise portuaire d'Alger (Epal), ces bureaux ont été aménagés pour garantir une expérience fluide et efficace aux usagers. Ces bureaux devraient bientôt commencer à offrir leurs services «dans le cadre de la mise en œuvre de la décision relative à l'augmentation du montant de l'allocation touristique au profit des citoyens algériens», est-il indiqué dans le communiqué, qui note que le vice-

gouverneur était accompagné de cadres de la banque, parmi lesquels le directeur régional du Centre et le responsable du système de paiement, et a été accueilli par le directeur général de l'Epal Abdelhamid Boualaïm. Outre les bureaux de change situés à la gare maritime du port d'Alger, quatre autres bureaux ont également été installés au sein de l'aérogare internationale d'Alger. Ces nouveaux établissements devaient débiter leurs activités hier, 31 janvier, comme l'a annoncé le PDG de la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires (SGSIA), en charge de l'exploitation de l'aéroport d'Alger. Cette initiative vise à offrir aux voyageurs davantage d'opportunités pour échanger leurs devises de manière sécurisée et officielle.

M. Z.

RÉSERVES DE CHANGE ET D'OR

Les signes de bonne santé de l'économie nationale

Les réserves de change et d'or constituent les actifs privilégiés par les pays pour «immuniser» leur économie et assurer leur stabilité financière. Ceci est surtout vrai ces dernières années avec la multiplication des chocs économico-financiers induits par une instabilité géopolitique telle que même les économies les plus robustes ont été extrêmement mises à mal et certaines ne s'en sont d'ailleurs pas encore totalement remises. Ce sont des indicateurs qui, dans une bonne mesure, renseignent sur la santé financière d'un pays et, sur ce plan, tel que le reflètent des institutions internationales, l'Algérie n'a pas à se plaindre, son «bas de laine» est particulièrement bien étoffé.

Les réserves de change sont principalement constituées de devises étrangères détenues par les banques centrales, qui agissent comme une protection en période d'incertitude économique. Ces réserves permettent aux gouvernements de stabiliser leur monnaie, de régler les dettes internationales et de gérer les déséquilibres commerciaux. Comme d'autres pays du monde, plusieurs pays notamment africains ont déployé des efforts considérables pour constituer et maintenir des réserves de change, reconnaissant leur rôle essentiel dans la préservation de la stabilité économique. Parmi les pays africains les mieux nantis,

l'Algérie tire particulièrement son épingle du jeu. Toutefois, cela n'a pas été toujours le cas. En effet, la hausse des prix des hydrocarbures en 2022, et dans une moindre mesure en 2023, a permis à l'Algérie de repartir à la reconstitution de ses réserves de change. Celles-ci avaient été durement affectées par la chute des prix du pétrole en 2013-2014 et les importants déficits du solde global de la balance des paiements entre 2014 et 2021. Durant cette période, comme le rappelait la Banque d'Algérie dans un de ses derniers rapports de conjoncture d'il y a environ une année, les réserves de change (hors or monétaire) ont

chuté de près de 77% en huit ans, soit une baisse annuelle moyenne de 18,6 milliards de dollars. En effet, leur encours est passé de 194,01 milliards de dollars à fin 2013 à 114,14 milliards en 2016, avant de tomber à seulement 45,30 milliards à fin 2021. Toutefois, l'excédent du solde global de la balance des paiements enregistré en 2022 (18,488 milliards de dollars), suivi d'un excédent de près de deux-tiers moindre en 2023 (6,347 milliards de dollars), a permis de renforcer ces réserves essentielles pour faire face aux chocs externes. Ainsi, les réserves officielles de change (hors or monétaire) ont atteint 60,944 milliards de dollars à fin 2022, puis 68,988 milliards de dollars à fin 2023. La tendance haussière s'est depuis poursuivie et si les prévisions se matérialisent, les réserves de change du pays devront frôler les 72 milliards de dollars à la fin 2024 puis environ 73 milliards de dollars à la fin de cette année. Des chiffres qui permettent à l'Algérie de se maintenir en haut de l'échelle sur le plan continental, tout

juste derrière la Libye qui fait fortune grâce à sa plus importante production de pétrole.

En revanche, pour les réserves d'or détenues par les banques centrales, la Banque d'Algérie trône en tête de la hiérarchie en Afrique pour maintenir une tendance bien «ancrée» depuis plusieurs années. Il faut savoir que les réserves d'or constituent depuis longtemps un actif stratégique pour les pays qui cherchent à protéger leur richesse. L'or est considéré comme une protection contre l'inflation, l'instabilité économique et la dévaluation monétaire. La valeur de l'or a tendance à rester relativement stable, ce qui en fait une option intéressante pour les pays qui cherchent à diversifier leurs actifs. La réputation de l'or en tant qu'actif refuge a été renforcée par ses performances au cours des dernières années, les investisseurs cherchant refuge dans l'or dans un contexte d'incertitudes géopolitiques et au plus fort du mouvement inflationniste qui a happé de grandes parties du

monde ces trois dernières années. Si l'on doit se fier aux tout derniers chiffres de World Gold Council (Conseil mondial de l'or), en Afrique, le pays qui possède les plus grandes réserves combinées devises et or est la Libye, évaluées à 92,43 milliards de dollars, se classant au 32^e rang mondial. L'Algérie suit avec des réserves de 81,22 milliards de dollars, s'assurant la 33^e position mondiale, tandis que l'Afrique du Sud arrive en troisième position sur le continent avec 62,49 milliards de dollars, se classant 38^e au niveau mondial. L'Algérie possède dans ses réserves plus d'or que la Libye qui, elle, possède plus de devises que l'Algérie grâce, donc, à son pétrole. Il y a exactement une année, en Afrique, c'est la Banque d'Algérie avec 173,56 tonnes d'or qui arrivait en tête de la hiérarchie devant la Libye et ses 146,65 tonnes, puis l'Égypte avec 125,97 tonnes et l'Afrique du Sud avec 125,41 tonnes d'or.

A. M.

صندوق ضمان الصفقات العمومية

تطور لافت في الأداء سنة 2024

عرف صندوق ضمان الصفقات العمومية "تطورا هاما" وتوسعا حقيقيا في مسار نموه خلال السنة الماضية 2024، إذ سجل تحسنا ملحوظا في مؤشرات أدائه، وفقا لما أفاد به الصندوق في بيان له، أمس السبت.

غار جيبيلات، إنجاز خط السكة الحديدية المنجمية عنابة - بوشقوف - تبسة - جبل عنق - بلاد الحدية، وإنجاز مقطع بطول 575 كلم من خط السكة الحديدية المنجمية بشار تندوف (غار جيبيلات).

ولتحقيق الأهداف الاستراتيجية للصندوق، يتم الترتيب لإعادة انتشاره عبر التراب الوطني، خاصة في المناطق التي تعبر عن احتياجات فعالية، يضيف البيان. ولأجل تحسين مستوى الخدمة المقدمة وتجسيد المشاريع الكبرى المتعلقة بتطوير التمويل الإسلامي، وتعزيز التواجد الجغرافي، والتحول الرقمي، يعتزم الصندوق إطلاق أعمال مقارنة مرجعية (Benchmark) على المستويين الوطني والسدولي، من خلال لقاءات مع مؤسسات نظيرة لدراسة تنظيمها ونماذج أعمالها والتقنيات والأدوات التي تعتمد عليها. ن.س / واج



خلال طرحه منتج "خطاب الضمان" الإسلامي، الذي تمت المصادقة عليه من طرف اللجنة الشرعية للمجلس الإسلامي الأعلى.

وإجمالا، بلغت قيمة الصفقات المضمونة خلال 2024 ما مجموعه 1603 مليار دج، شملت جميع القطاعات، مع تركيز خاص على المشاريع الاستراتيجية في مجالات السكك الحديدية، أشغال الطرق، الأشغال البحرية والري. ومن بين أهم المشاريع التي تم ضمانها، مشروع إنجاز خط السكة الحديدية بشار - تندوف -

مليار دج، محققة بذلك نسبة نمو قدرها 8 بالمائة ومعدل تحقيق للأهداف بلغ 110 بالمائة.

"بداية واعدة للتمويل الإسلامي"

وقد فرض التمويل الإسلامي نفسه منذ أول سنة من دخوله حيز الاستغلال على مستوى الصندوق، إذ بلغت الضمانات الممنوحة في هذا الإطار 6,41 مليار دج، مسجلة بذلك نسبة تحقيق للأهداف بلغت 128 بالمائة. وكان الصندوق قد أطلق خلال 2023 خدماته للصيرفة الإسلامية من

● جاء في البيان ذاته أن "سنة 2024 تميزت بتقديم كبير في مسار نمو صندوق ضمان الصفقات العمومية، وهو ما تؤكدته الزيادات اللافتة في أبرز مؤشرات الأداء، إذ بلغت الالتزامات الممنوحة في إطار القروض بالتوقيع على 271,33 مليار دج، أي بمعدل يتجاوز 200 بالمائة مقارنة بمتوسط أفضل سنوات الأداء للصندوق". ويمثل هذا المبلغ نسبة نمو تبلغ 170 بالمائة مقارنة بسنة 2023. أما فيما يخص قروض الخزينة، فقد تم تسجيل التزامات بقيمة 26,58



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger